



L'INTERVIEW : MICHAEL CICHON

DIRECTEUR DU DEPARTEMENT DE LA SECURITE SOCIALE DU BIT



« UN PLANCHER DE SECURITE SOCIALE » : LE POINT DE RENCONTRE ENTRE CROISSANCE ET EQUITE

Alors que le Forum Mondial sur la Sécurité Sociale doit se tenir à Moscou en septembre, le BIT, au travers de sa Campagne Mondiale pour la Sécurité Sociale et la Couverture pour tous, avance l'idée d'un plancher de sécurité sociale. C'est une stratégie qui vise à atteindre le premier des Objectifs de Développement du Millénaire, à savoir de réduire de moitié la pauvreté, et c'est aussi un fondement pour investir dès maintenant dans la couverture des 80 pour cent de la population mondiale qui sont dépourvus de protection sociale suffisante. Entretien avec Michael Cichon, Directeur du Département de la Sécurité Sociale du BIT. Les questions ont été posées par Laetitia Dard.

Pourquoi est-ce que l'extension de la sécurité sociale a récemment été placée en tête de l'agenda international ?

Michael Cichon : Nous avons suivi une doctrine de développement qui consistait à dire que les pays en développement devaient croître avant de pouvoir redistribuer et combattre la pauvreté. Mais cela ne marche pas. Si cela marchait, comment expliquerait-on les différences de niveaux de pauvreté dans des pays à revenu par habitant similaires ? La croissance seule, ça ne marche pas pour les pauvres.

Si nous voulons atteindre les Objectifs de Développement du Millénaire de 2015, et notamment le premier but de diviser la pauvreté par deux, il faut que nous construisions les canaux permettant aux fruits de la croissance d'arriver jusqu'aux pauvres. Et c'est précisément ce que les systèmes de sécurité sociale sont censés faire, à savoir créer des systèmes de redistribution qui bénéficient vraiment aux pauvres, et directement.

En fait, le G8 a reconnu que la sécurité sociale doit faire partie des réflexions sur le développement. Il y a donc un engagement à améliorer les conseils et l'assistance technique en vue de la constitution de systèmes de protection sociale.

Pourquoi le développement de son propre système de sécurité sociale est-il crucial pour un pays en développement ?

Michael Cichon : Nous considérons la protection sociale comme un investissement dans le développement. Il faut équilibrer ses investissements entre investissements sociaux et les investissements infrastructures matérielles, dits « hardware investments ».

Il a été dit par le passé que la priorité était de faire en sorte que les pays investissent dans les infrastructures matérielles avant d'investir dans le reste. Ceci signifie construire des ponts, des routes, des réseaux de télécommunication. Mais comment cela est-il possible ? Si vous avez des routes sur lesquelles personne ne circule faute de savoir conduire, vous êtes dans l'absurdité ; et si les gens ne peuvent travailler parce qu'ils ne sont pas en bonne santé ? s'ils ne peuvent être productifs parce

qu'ils ne sont pas allés à l'école à cause de la nécessité de travailler dès leur plus jeune âge... Vous pouvez construire autant de routes et d'aéroports que vous voulez : cela ne vous donnera pas une main-d'œuvre productive.

MAIS LES COUTS INDUITS EN VAUDRAIENT-ILS LA PEINE ? CELA EN VAUDRAIT-IL LE COUT ?

Michael Cichon : Cela ne coûte rien, parce que la protection sociale fait augmenter la productivité du travailleur. Un exemple : une étude menée au Mexique a montré que les gens ayant bénéficié d'assurance santé familiale ou pour jeunes pendant leur adolescence avaient une productivité, mesurée par le revenu, supérieure de 20% à celle de ceux n'ayant pas bénéficié de telles assurances. Cette augmentation de productivité paie les transferts à elle seule.

La sécurité sociale contribue également à la cohésion sociale, qui est la condition préalable à tout investissement de long-terme. Personne n'investit à long-terme dans une société socialement instable et peu sûre. La Banque Mondiale reconnaît que la pauvreté et les inégalités dans un pays peuvent conduire à l'insécurité, ce qui décourage l'investissement local et international dans ce pays. La sécurité sociale contribue donc à la croissance de long-terme.

La couverture sociale universelle est un objectif de haut niveau ; est-elle atteignable financièrement et techniquement ?

Michael Cichon : Nous avons fait des simulations portant sur le nombre de pays pouvant financer un système de base dans le monde en développement, et 10 des 12 pays les plus pauvres que nous avons analysés et où de tels systèmes n'existent pas, pourraient financer une forme de sécurité sociale de base sans nécessiter d'aide extérieure.

Dans des pays comme la Tanzanie ou le Sénégal, en dépensant entre trois et quatre pour cent du PIB pour la sécurité sociale, vous pourriez réduire le nombre de personnes pauvres d'approximativement, bien sûr, 40 pour cent. Trois à quatre pour cent représente une ré-affectation d'environ 25% des budgets de ces gouvernements.



L'INTERVIEW : MICHAEL CICHON

DIRECTEUR DU DEPARTEMENT DE LA SECURITE SOCIALE DU BIT



Il faudrait que les états placent leurs priorités sur des politiques de redistribution plutôt que sur d'autres dépenses telles que la défense. Outre la volonté politique, il faut un processus de consensus national incluant les employeurs et les travailleurs. Cela ne se fait ni d'un jour à l'autre, ni d'une année à l'autre, mais cela peut être fait grâce à un plan de développement sur dix ans.

Existe-t-il des pays qui ont déjà réussi à étendre leur système de sécurité sociale ?

Michael Cichon : Nous avons beaucoup d'expériences positives dans un ensemble de pays en développement, mais de manière générale, l'histoire montre que tous les pays de l'OCDE qui sont aujourd'hui prospères avaient commencé à développer leurs systèmes de sécurité sociale alors qu'ils étaient pauvres, cela faisait partie de leur modèle de croissance. La doctrine – ce qu'on appelle la nouvelle doctrine du développement, vise à stabiliser dans un premier les sociétés plutôt que l'économie afin de laisser les gens s'enrichir équitablement et afin de laisser les richesses se redistribuer pendant ce temps.

Voici donc un exemple : la Namibie a un système de retraite modeste qui a un effet clair sur la pauvreté des personnes âgées ; mais ce système a aussi un effet sur toute la famille, puisque la présence à l'école, la taille et le poids des filles sont corrélés à l'existence d'une allocation de retraite dans la famille puisque la Namibie est un pays où les grand-mères financent les frais de scolarité et la nourriture familiale.

La question est de savoir s'il est possible de fournir une allocation de retraite ou autre dans les villages les plus éloignés. Ceci arrive en Afrique du Sud et dans des pays comme la Namibie. Cela arrive aussi dans un pays comme le Népal. Cela peut donc être fait. Cela n'est pas fondamentalement impossible. S'il est possible de distribuer des cannettes de Coca-Cola dans les villages du fin-fonds de l'Afrique, il devrait être possible d'y distribuer des allocations de retraite.

Quelle marche le BIT suit-il dans le processus de l'extension de la sécurité sociale à tous ?

Michael Cichon : La Campagne Mondiale pour la Sécurité Sociale et la Couverture pour Tous du BIT avance l'idée d'un plancher de sécurité sociale. En tant qu'organisation fixant des standards, le BIT lance un processus visant à fixer un niveau mondial minimum de couverture et avec lequel il ne doit pas être possible de transiger. Les instruments que nous avons déjà définis protègent les gens qui paient des impôts sur des revenus réguliers, mais ils ne protègent pas ceux qui n'en paient pas. Nous devons revenir aux recommandations du BIT de 1944, lesquelles demandaient une assurance-revenu universelle de base et un accès universel

aux soins. Nous devons transformer ces idées en un instrument qui en fasse un réel plancher social pour tous. Il ne fait aucun doute que la société mondiale puisse financer un tel projet. Dans le même temps nous allons continuer à aider les pays à mettre en œuvre des systèmes de sécurité sociale de base au travers de notre programme STEP et d'autres activités.

Tout le monde devrait avoir accès à une protection minimale. Personne ne devrait souffrir de la faim. Chaque enfant devrait avoir accès à l'éducation, nous devrions tous avoir accès à un ensemble de services de santé essentiels minimum, et nous devrions tous avoir accès à une allocation de vieillesse ou d'infirmité. Ceci vous libérerait de la plupart des risques. Au moins cela en empêcherait beaucoup de mourir dans la rue.